



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la Légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 31 juillet 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2023212-0001**

autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac,

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le Code minier ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1759/93 du 3 août 1993 autorisant le renouvellement d'une autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac, modifié ;
- VU** L'arrêté préfectoral n° 803/99 du 17 mars 1999 prescrivant des obligations complémentaires à la société DENAIN ANZIN MINERAUX autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac ;
- VU** le courrier, daté du 1<sup>er</sup> mars 2023, de la société IMERYS CERAMICS FRANCE sollicitant la prolongation de deux ans de l'autorisation environnementale de la carrière à ciel ouvert de feldspath qu'elle exploite sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac ;

- VU** le rapport d’instruction n° 2023-104-PR daté du 9 juin 2023 établi par l’inspection des installations classées, à l’issue de l’analyse de cette demande ;
- VU** le projet du présent arrêté transmis à la société IMERYS CERAMICS FRANCE, le 20 juin 2023 ;
- VU** le courriel du 7 juillet 2023 de la société IMERYS CERAMICS FRANCE indiquant ne pas avoir de remarque à formuler sur ce projet ;
- Considérant** que dans la cadre de sa demande de prolongation de deux ans de l’autorisation d’exploiter la carrière de Lansac et Saint-Arnac, la société IMERYS CERAMICS FRANCE :
- ne sollicite aucune demande d’extension de la carrière,
  - ne sollicite pas d’augmentation de la capacité annuelle maximale d’extraction (300 000 t/an) déjà autorisée ;
  - continuera d’exploiter celle-ci exactement dans les mêmes conditions qu’actuellement (phasage, modalité d’extraction du feldspath, maintient des mesures existantes de limitation des dangers et inconvénient, mesures de remise en état) ;
- Considérant** par conséquent, que la prolongation de deux ans de l’autorisation actuelle d’exploiter la carrière de Lansac et Saint-Arnac n’entraînera pas d’incidences négatives notables nouvelles sur l’environnement et que les impacts liés à son fonctionnement ont déjà été évalués lors du dernier renouvellement de son exploitation, accordé par l’arrêté préfectoral du 3 août 1993 susvisé ;
- Considérant** dès lors que la demande de prolongation de deux ans de l’autorisation d’exploiter la carrière de Lansac et Saint-Arnac, déposée en application de l’article R. 181-49 du Code de l’environnement :
- en application des dispositions de l’article R. 122-2 du même Code, ne nécessite pas d’être soumise à évaluation environnementale, ni de faire l’objet d’un examen au cas par cas,
  - en application des critères d’appréciation du I de l’article R. 181-46 du même Code, ne constitue pas une modification substantielle ;
- Considérant** par ailleurs, que la société IMERYS CERAMICS FRANCE a joint, à sa demande du 1<sup>er</sup> mars 2023 susvisée, une actualisation du montant des garanties financières afin de couvrir la période de prolongation sollicitée ;
- Considérant** de plus, que la prolongation de deux ans de l’autorisation d’exploiter la carrière de Lansac et Saint-Arnac, sollicitée, ne rend pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R.181-32 du Code de l’environnement, ou de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- Considérant** enfin, qu’aux termes du I de l’article L. 181-3 du Code de l’environnement, l’autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu’elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas ;
- Considérant** que les dangers ou inconvénients du fonctionnement de la carrière de Lansac et Saint-Arnac, dont les conditions d’exploitation demeureront inchangées, sont déjà prévenus par les prescriptions de l’arrêté préfectoral du 3 août 1993

susvisé ;

**Considérant** dès lors, que l'ensemble des conditions sont réunies afin que Monsieur le préfet puisse accorder à la société IMERYS CERAMICS FRANCE l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière de Lansac et Saint-Arnac pour une durée supplémentaire de deux ans à compter du 3 août 2023 ;

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - PORTÉE DE LA PROLONGATION**

L'arrêté préfectoral du 3 août 1993 susvisé, autorisant la société IMERYS CERAMICS FRANCE (n° SIREN : 490 096 591), nommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 43 Quai de Grenelle - 75015 PARIS, à exploiter et à étendre une carrière à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac et Saint-Arnac, est prorogé de deux ans à compter du 3 août 2023, et complété par les prescriptions du présent arrêté.

### **Article 2 - GARANTIES FINANCIÈRES**

À la fin du tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 803/99 du 17 mars 1999 susvisé, la ligne suivante est ajoutée :

«

6	4 août 2023	4 août 2025	-	1 845,748 k€
---	-------------	-------------	---	--------------

».

L'attestation de constitution du montant de 1 845, 748 k€ des garanties financières précisé ci-dessous est transmise à Monsieur le préfet, le 4 août 2023, au plus tard.

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

Durant la période d'exploitation accordée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, les modalités d'exploitation de la carrière de Lansac et Saint-Arnac demeurent inchangées et conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 août 1993 susvisé.

### **ARTICLE 4 - SANCTION**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, Monsieur le préfet pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 - DROIT DES TIERS**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie l'exploitant.

### **ARTICLE 6 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent

être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télérecours citoyen » accessible à cette adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 7 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Lansac, le maire de la commune de Saint-Arnac, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- aux maires des communes de Lansac et de Saint-Arnac ;
- à la société IMERYS CERAMICS FRANCE ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Yohann MARCON